

---

**PROJET DE CONTRAT DE FUSION PAR VOIE D'ABSORPTION  
DE LA SOCIETE CHAMER PAR LA SOCIETE CASINO, GUICHARD-PERRACHON**

---

**ENTRE LES SOUSSIGNEES :**

La société **CASINO, GUICHARD-PERRACHON**, société anonyme au capital de 172 391 581,08 euros, dont le siège social est situé à Saint-Etienne, 1, Esplanade de France, identifiée sous le numéro 554 501 171 R.C.S. Saint-Etienne,

Représentée par Monsieur Daniel MARQUE, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'un pouvoir de Monsieur Jean Charles NAOURI, Président-Directeur général de ladite société en date du 4 mars 2013,

**Ci-après dénommée « la Société Absorbante ou CASINO »**

D'une part,

**ET :**

La société **CHAMER**, société par actions simplifiée au capital de 40 000 euros, dont le siège social est situé à Saint-Etienne, 1 Esplanade de France, identifiée sous le numéro 339 553 661 R.C.S. Saint-Etienne,

Représentée par Madame Catherine PERRET, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'un pouvoir, en date du 4 mars 2013, de Monsieur André LUCAS, Président de Distribution Casino France, elle-même Président de CHAMER,

**Ci-après dénommée « la Société Absorbée ou CHAMER »**

D'autre part,

Il a été arrêté en vue de la fusion de la société CASINO, GUICHARD-PERRACHON et de la société CHAMER par voie d'absorption de la seconde par la première, les conventions qui vont suivre réglant ladite fusion, laquelle est soumise aux conditions suspensives ci-après stipulées.

---

**CHAPITRE PRELIMINAIRE**

---

**I. Caractéristiques des sociétés**

- La société **CASINO** a pour objet principal, ainsi qu'il résulte de l'article 3 des statuts :
  - la création et l'exploitation directe ou indirecte de tous types de magasins pour la vente au détail de tous articles et produits, alimentaires ou non,
  - la prestation de tous services à la clientèle de ces magasins et la fabrication de toutes marchandises utiles à leur exploitation,
  - la vente en gros de toutes marchandises, pour son compte ou pour le compte de tiers, notamment à la commission, et la prestation de tous services à ces tiers,
  - et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières se rapportant à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.





Elle peut, en France et à l'étranger, créer, acquérir, exploiter ou faire exploiter toutes marques de fabrique, de commerce ou de service, tous dessins et modèles, tous brevets et procédés de fabrication se rapportant à l'objet ci-dessus.

Elle peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises françaises ou étrangères, quel qu'en soit l'objet.

Elle peut agir en tous pays, directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser, sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

La durée de la société expire le 31 juillet 2040.

Le capital s'élève actuellement à 172 391 581,08 euros. Il est divisé en 112 674 236 actions de 1,53 euro nominal chacune, entièrement libérées.

Société mère du groupe Casino, la société est propriétaire de titres de participations et de marques.

- La société CHAMER a pour objet, ainsi qu'il résulte de l'article 2 des statuts:

L'exploitation de tous établissements commerciaux ayant trait aux activités suivantes :

- La prise de participations dans toutes sociétés et la gérance directe ou indirecte de ces participations, la gestion de tous portefeuilles d'actions, de parts et d'obligations.
- La réalisation d'études, de recherches, d'actions promotionnelles envers toutes sociétés, l'acquisition, la vente et la location de matériels informatiques et de logiciels.
- L'exécution de mission de conseil et d'assistance envers toutes sociétés ou leurs membres.
- Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'extension et le développement, tant en France qu'à l'étranger.

La durée de la société expire le 9 décembre 2085.

Le capital s'élève actuellement à 40 000 euros. Il est divisé en 2 500 actions de 16 euros chacune, entièrement libérées.

La société CHAMER est propriétaire :

- de 3 994 actions (représentant 99,75% du capital) de la société DAMAP'S, société par actions simplifiée au capital de 64 064 euros, dont le siège social est situé à Saint-Etienne, 1 Esplanade de France, identifiée sous le numéro 325 019 206 R.C.S. Saint-Etienne, pour les avoir acquises les 2 janvier 1987, 2 janvier 1988 et le 22 novembre 1996.
- de 400 actions (représentant 10,00% du capital) de la société MAPIC, société par actions simplifiée au capital de 64 000 euros, dont le siège social est situé à Saint-Etienne, 1 Esplanade de France, identifiée sous le numéro 343 798 922 R.C.S. Saint-Etienne, pour les avoir souscrites lors de la constitution de la société.
- sur la commune de SAINT PAIR SUR MER (50380), 189, rue de Jersey, d'un ensemble immobilier comprenant un supermarché, une petite galerie de services, une station essence, une station de lavage, le tout édifié sur un terrain en pleine propriété, cadastré ZC 247, ZC 248, ZC 88, ZC 93, ZC 94 d'une contenance globale de 29 258 m<sup>2</sup>.

Cet ensemble immobilier fait l'objet de baux au profit des sociétés Damap's (supermarché et station essence), GL (salon de coiffure) et ETHVA (station de lavage) ainsi qu'à celui de M et Mme William Heniquet (Coordonnerie – clés minutes)

CP



## II. Motifs et buts de l'opération

Afin de simplifier les structures juridiques du groupe Casino et d'en alléger ainsi les coûts de gestion administrative, il est envisagé la fusion par absorption de la société CHAMER par la société CASINO.

La société CASINO, GUICHARD-PERRACHON détient 2 499 actions, représentant 99,96% du capital de la société CHAMER.

Le présent projet de fusion a pour objet d'arrêter les conditions et modalités de la fusion par voie d'absorption de la société CHAMER par la société CASINO.

## III. Comptes pris pour base de l'opération

Les comptes de la Société Absorbante et de la Société Absorbée utilisés pour établir les conditions de l'opération, sont ceux arrêtés à la date du 31 décembre 2012, date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées.

## IV. Augmentation de capital

A l'effet de réaliser la fusion objet des présentes, CASINO procédera à une augmentation de capital par voie de création d'actions nouvelles, lesquelles seront attribuées aux divers ayants droit de la Société Absorbée autre que la Société Absorbante.

La parité d'échange ressort à soixante-trois (63) actions CASINO pour une (1) action CHAMER.

Ceci exposé, il est passé aux conventions ci-après relatives aux apports faits à titre de fusion par CHAMER à CASINO.

## V. Méthode d'évaluation

Conformément au Règlement du CRC 2004-01 en date du 4 mai 2004, homologué par arrêté du 7 juin 2004, la Société Absorbée étant contrôlée par la Société Absorbante, l'opération de fusion sera réalisée sur la base de la valeur nette comptable des actifs et des passifs en cause.

*Cela exposé, il est passé aux conventions ci-après relatives aux apports faits à titre de fusion par la Société Absorbée à la Société Absorbante.*

---

### PREMIERE PARTIE – APPORT-FUSION PAR LA SOCIETE CHAMER A LA SOCIETE CASINO

---

Madame Catherine PERRET, agissant au nom et pour le compte de la société CHAMER, en vue de la fusion à intervenir entre cette société et la société CASINO, au moyen de l'absorption de la première par la seconde, fait apport à la Société Absorbante, sous les garanties ordinaires et de droit et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, ce qui est accepté par la Société Absorbante, de l'universalité de son patrimoine, avec les résultats actif et passif des opérations faites depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 jusqu'au 30 avril 2013, date de réalisation définitive de la fusion.

CP



Ainsi, si la fusion est définitivement réalisée :

- (i) Le patrimoine de la Société Absorbée sera dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera lors de la réalisation de la fusion ; il comprendra tous les biens, droits et valeurs appartenant à la Société Absorbée à cette époque, sans exception ;
- (ii) la Société Absorbante deviendra débitrice des créanciers de la Société Absorbée au lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution emporte novation à leur égard.

Il est précisé que de convention expresse, la présente fusion rétroagira comptablement et fiscalement au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

### 1.1. DESIGNATION DE L'ACTIF SOCIAL

L'actif apporté comprenait à la date du 31 décembre 2012, sans que cette désignation puisse être considérée comme limitative, les biens et droits ci-après désignés :

#### 1.1.1. Actif immobilisé

a) *Immobilisations incorporelles* : pour mémoire.

b) *Immobilisations corporelles* : 1 234 870,20 euros.

|   | Valeur brute   | Amortissements<br>Provisions | Valeur d'apport<br>au 31/12/2012 |
|---|----------------|------------------------------|----------------------------------|
| Terrains                                      | 195 833,25 €   | -                            | 195 833,25 €                     |
| Constructions                                 | 1 156 180,54 € | 285 828,28                   | 870 352,26 €                     |
| Installations techniques, matériel, outillage | 13 200,41 €    | 13 200,40 €                  | 0,01 €                           |
| Autres immobilisations corporelles            | 377 374,74 €   | 208 690,06 €                 | 168 684,68 €                     |

c) *Immobilisations financières* : 510 667,62 euros

|                          | Valeur brute | Amortissements<br>Provisions | Valeur d'apport<br>au 31/12/2012 |
|--------------------------|--------------|------------------------------|----------------------------------|
| Titres de participations | 510 667,62 € | -                            | 510 667,62 €                     |

**Total de l'actif immobilisé : 1 745 537,82 euros**

#### 1.1.2. Actif circulant

|                                       | Valeur brute | Amortissements<br>Provisions | Valeur d'apport<br>au 31/12/2012 |
|---------------------------------------|--------------|------------------------------|----------------------------------|
| Créances clients et comptes rattachés | 69 495,31 €  | -                            | 69 495,31 €                      |
| Autres créances d'exploitation        | 2 512,72 €   | -                            | 2 512,72 €                       |
| Créances Diverses                     | 777 457,38 € | -                            | 777 457,38 €                     |
| Disponibilités                        | 3 186,07 €   | -                            | 3 186,07 €                       |
| Charges constatées d'avances          | 9 802,48 €   | -                            | 9 802,48 €                       |

cl

**Total de l'actif circulant : 862 453,96 euros.**

**1.1.3. TOTAL DES ELEMENTS D'ACTIF APPORTES :**

|                                     |                            |
|-------------------------------------|----------------------------|
| - Immobilisations corporelles ..... | 1 234 870,20 euros.        |
| - Immobilisations financières.....  | 510 667,62 euros.          |
| - Actif circulant.....              | 862 453,96 euros.          |
| <b>TOTAL .....</b>                  | <b>2 607 991,78 euros.</b> |

D'une manière générale, l'apport à titre de fusion par la société CHAMER à la société CASINO comprend l'ensemble des biens et droits ci-dessus désignés, ceux qui en sont la représentation à ce jour, comme aussi au jour de la réalisation définitive de l'apport-fusion, sans aucune exception ni réserve.

Monsieur Daniel MARQUE renonce, ès-qualités, à exiger une plus ample désignation des éléments d'actifs apportés par la société CHAMER pour les connaître parfaitement et s'être fait remettre un inventaire détaillé de ces actifs au 31 décembre 2012.

**1.2. PRISE EN CHARGE DU PASSIF**

La Société Absorbante prendra en charge et acquittera, au lieu et place de la Société Absorbée, la totalité du passif de cette dernière qui comprenait, au 31 décembre 2012, date de l'arrêté des comptes utilisés pour la présente opération, les provisions et dettes ci-après désignées et évaluées.

Il est précisé, en tant que de besoin, que la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de cette dette au profit de prétendus créanciers, lesquels sont au contraire tenus d'établir leurs droits et de justifier leurs titres.

Sous réserve des justifications prévues à l'alinéa qui précède, le passif de la Société Absorbée, au 31 décembre 2012, ressort à :

|   |              |
|---|--------------|
| Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit | 252 785,74 € |
| Emprunt et dettes financières divers                  | 82 981,82 €  |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés              | 12 745,49 €  |
| Dettes fiscales et sociales                           | 99 162,64 €  |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés       | 717,99 €     |
| Autres dettes   | 12 584,75 €  |

**TOTAL DU PASSIF PRIS EN CHARGE : ..... 460 978,43 euros.**

Monsieur Daniel MARQUE renonce, ès-qualités, à exiger une plus ample désignation des éléments de passifs apportés par la société CHAMER, pour les connaître parfaitement et s'être fait remettre un inventaire détaillé de ce passif au 31 décembre 2012.

Madame Catherine PERRET, ès-qualités, certifie :

- que le chiffre total ci-dessus mentionné du passif de la Société Absorbée au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le détail de ce passif, sont exacts et sincères ;
- qu'il n'existait, dans la Société Absorbée, à la date susvisée du 1<sup>er</sup> janvier 2013, aucun passif non comptabilisé ou engagement hors bilan ;

- plus spécialement que la Société Absorbée est en règle à l'égard de ses obligations fiscales et envers les organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales, de prévoyance et de retraites ;
- et que toutes les déclarations requises par les lois et les règlements en vigueur ont été faites régulièrement en temps utile.

### 1.3. ACTIF NET APORTE

L'actif apporté s'élevant à 2 607 991,78 euros et le passif pris en charge à 460 978,43 euros, l'actif net transmis ressort à 2 147 013,35 euros.

### 1.4. ORIGINE DE PROPRIETE DES ACTIFS IMMOBILIERS

Les parties s'obligent à intervenir ultérieurement à tous autres actes complémentaires, réitératifs ou rectificatifs qui seront nécessaires pour établir leur désignation complète et leur origine de propriété régulier ainsi que leur situation au regard de l'urbanisme et les servitudes pouvant les grever.

A cet effet, le présent projet contrat de fusion sera déposé au rang des minutes de Maître Jacques MICHAUDET, notaire associé à Saint-Etienne.

---

## DEUXIEME PARTIE - PROPRIETE ET JOUISSANCE

---

La société CASINO sera propriétaire de l'universalité du patrimoine de la société CHAMER à compter du 30 avril 2013, date de réalisation définitive de la fusion.

Elle en aura la jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, les parties ayant décidé d'imprimer à la présente fusion un caractère rétroactif tant sur le plan comptable que sur le plan fiscal ; toutes les opérations actives et passives réalisées par la Société Absorbée depuis cette date étant réputées avoir été faites pour le compte et aux profits et risques de la Société Absorbante, qui les reprendra dans ses comptes de bilan et de résultat.

Tous accroissements, tous droits et investissements nouveaux, tous risques et tous profits quelconques, et tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques afférents aux biens apportés incomberont à la société CASINO, ladite société acceptant dès maintenant de prendre, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

A cet égard, le représentant de la société CHAMER déclare qu'il n'a pas été fait depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 (et il s'engage à ne faire entre la date de la signature des présentes et celle de la réalisation définitive des apports) aucune opération autre que les opérations de gestion courante.

En particulier, Madame Catherine PERRET, ès-qualités, déclare qu'il n'a été pris, depuis la date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (et qu'il ne sera pris jusqu'à la réalisation définitive de la fusion objet des présentes) aucune disposition de nature à entraîner une réalisation d'actif et qu'il n'a été procédé depuis ladite date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (et qu'il ne sera procédé jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion) à aucune création de passif en dehors du passif commercial courant.

---

## TROISIEME PARTIE – CHARGES ET CONDITIONS

---

Les présents apports sont faits sous les charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que le représentant de la Société Absorbante oblige celle-ci à accomplir et exécuter, savoir :

CP



### 3.1. En ce qui concerne la Société Absorbante

Les présents apports sont faits sous les charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que le représentant de la Société Absorbante oblige celle-ci à accomplir et exécuter, savoir :

- La Société Absorbante prendra les biens et droits apportés, dans l'état où le tout se trouvera lors de la prise de possession sans pouvoir élever aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.
- La Société Absorbante prendra les biens immobiliers à elle apportés dans l'état où ils existeront lors de la prise de possession, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre la Société Absorbée, à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous les immeubles, et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie, comme aussi sans aucune garantie en ce qui concerne soit l'état des immeubles dépendant des biens apportés et les vices de toute nature, apparents ou cachés, soit enfin la désignation ou les contenances indiquées, toute erreur dans la désignation et toute différence de contenance en plus ou en moins, s'il en existe, devant faire le profit ou la perte de la Société Absorbante.
- La Société Absorbante souffrira les servitudes passives, grevant ou pouvant grever les immeubles dont dépendent les biens apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droit qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.

A cet égard, le représentant de la Société Absorbée déclare que ladite société n'a personnellement créé ni laissé acquérir aucune servitude sur les biens apportés et qu'à sa connaissance, il n'existe aucune servitude sauf celles pouvant résulter des titres de propriété, de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme et de tous titres et pièces, lois et décrets en vigueur.

- La Société Absorbante sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de la Société Absorbée.
- La Société Absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de son entrée en jouissance, tous les impôts, contributions, taxes, primes et cotisations d'assurance, redevances d'abonnement, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à l'exploitation des biens et droits objet de l'apport-fusion.
- La Société Absorbante se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celles dont font partie les biens et droits apportés, et elle fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.
- La Société Absorbante aura seule droit aux dividendes et autres revenus échus sur les valeurs mobilières et droits sociaux à elle apportés et fera son affaire personnelle, après réalisation définitive de la fusion, de la mutation à son nom de ces valeurs mobilières et droits sociaux.
- La Société Absorbante sera tenue à l'acquit de la totalité du passif de la Société Absorbée, dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créance pouvant exister, sauf à obtenir, de tous créanciers, tous accords modificatifs de ces termes et conditions.

### 3.2. En ce qui concerne la Société Absorbée

- Les apports à titre de fusion sont faits sous les garanties, charges et conditions ordinaires et de droit, et, en outre, sous celles qui figurent dans le présent acte.
- Le représentant de la Société Absorbée s'oblige, ès-qualité, à fournir à la Société Absorbante tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.



Il s'oblige, notamment, et oblige la société qu'il représente, à faire établir, à première réquisition de la société CASINO tous actes complétifs, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et à fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

- Le représentant de la Société Absorbée, ès-qualité, oblige celle-ci à remettre et à livrer à la Société Absorbante aussitôt après réalisation définitive de la fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.
- Le représentant de la Société Absorbée oblige cette dernière à faire tout ce qui sera nécessaire pour permettre à la Société Absorbante d'obtenir le transfert à son profit et le maintien aux mêmes conditions, après réalisation définitive de la fusion, des prêts accordés à la Société Absorbée.

---

## QUATRIEME PARTIE – REMUNERATION DES APPORTS EFFECTUES A CASINO PAR CHAMER

---

### 4.1. Evaluation des apports

La société CHAMER étant contrôlée par la société CASINO, l'ensemble des actifs et passifs apportés doit être évalué à la valeur nette comptable en application du règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation Comptable relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées.

Les parties sont convenues que le patrimoine de la société CHAMER serait transféré à la société CASINO à sa valeur nette comptable au 31 décembre 2012.

L'actif net ainsi apporté par la société CHAMER s'élèverait à :

|                            |                     |
|----------------------------|---------------------|
| Actif apporté .....        | 2 607 991,78 euros. |
| Passif pris en charge..... | 460 978,43 euros.   |
| Actif net apporté.....     | 2 147 013,35 euros. |

### 4.2. Rémunération des apports

En rémunération des apports faits à CASINO, absorbante, il devrait être attribué aux ayants droit de CHAMER 157 500 actions d'une valeur nominale de 1,53 euro chacune créées par CASINO à titre d'augmentation de son capital pour un montant de 240 975 euros.

Cependant, CASINO est propriétaire de 2 499 actions de CHAMER en sorte qu'en cas de réalisation de la fusion, elle recevrait ainsi 157 437 actions de ses propres actions.

Ne pouvant devenir propriétaire de ses propres actions, la Société Absorbante renoncera, si la fusion est réalisée, à ses droits d'actionnaires de la Société Absorbée en sorte qu'elle émettra, pour rémunérer les droits des actionnaires de CHAMER autres qu'elle-même et ensemble propriétaire d'une (1) action de ladite société, soixante-trois (63) actions nouvelles d'une valeur nominale de 1,53 euro, entièrement libérées et attribuées à l'ayant droit à raison de 63 actions CASINO pour 1 action CHAMER.

La rémunération ci-dessus convenue correspond à la parité de fusion arrêtée de façon forfaitaire, en sorte qu'elle ne saurait être changée à moins d'un mutuel assentiment des assemblées générales extraordinaires des deux sociétés qui seront appelées à statuer sur l'opération, au motif que la consistance ou l'importance du patrimoine de l'une ou de l'autre société, ayant servi à établir cette parité, aurait été modifiée depuis la date de référence utilisée pour établir la consistance des éléments d'actif et de passif.

Les actions nouvelles à créer par CASINO seront soumises à toutes les dispositions statutaires de cette société et porteront jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 quelle que soit la date de réalisation définitive de la fusion.

Ces actions nouvelles seront immédiatement négociables dans les délais légaux.





#### 4.3. Prime de fusion

La différence entre la valeur nette des biens et droits apportés par CHAMER (soit 2 147 013,35 euros), déduction faite de la valeur d'apport des actions de ladite société dont CASINO sera propriétaire à la date de réalisation des présentes (soit 2 146 154,54 euros), et la valeur des actions qui seront créées par CASINO à titre d'augmentation de capital, (soit 96,39 euros), différence par conséquent égale à 762,42 euros, constituera une prime de fusion qui sera inscrite au passif du bilan

---

### CINQUIEME PARTIE – DECLARATIONS

---

Madame Catherine PERRET, ès-qualités, déclare :

#### 5.1. Sur la Société Absorbée elle-même :

- que la société ne fait, ni n'a fait l'objet d'une procédure instituée dans le cadre de la prévention du règlement amiable des difficultés des entreprises ou d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, qu'elle n'est pas actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement l'objet de poursuites pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- qu'elle n'a contracté avec un tiers quelconque aucune interdiction de fabrication ou de commerce, sous quelque forme que ce soit, ni aucune clause de non-concurrence ;
- qu'il n'existe aucun engagement financier ou autre, de nature à modifier les valeurs retenues pour la présente fusion.

#### 5.2. Sur les biens apportés :

- que le patrimoine de la société n'est menacé d'aucune confiscation ou d'aucune mesure d'expropriation ;
- que les éléments de l'actif apporté, au titre de la fusion, sont de libre disposition entre les mains de la Société Absorbée, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la régularité de leur mutation.

---

### SIXIEME PARTIE - CONDITIONS SUSPENSIVES

---

Indépendamment de l'accomplissement des formalités légales préalables à la fusion, objet de la présente convention, celle-ci est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- Approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société CHAMER, société absorbée ;
- Approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société CASINO, société absorbante.

A défaut de réalisation des conditions suspensives le 30 avril 2013 au plus tard, la présente convention de fusion-absorption de la société CHAMER par la société CASINO sera considérée comme nulle, sans indemnité de part ni d'autre.

La réalisation de ces conditions suspensives sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de chacune des délibérations des assemblées générales des sociétés CHAMER et CASINO.



La constatation matérielle de la réalisation définitive de la fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

---

## SEPTIEME PARTIE – REGIME FISCAL

---

Les représentants des Sociétés Absorbante et Absorbée obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à faire pour tout paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes et autres obligations résultant de la réalisation définitive des apports faits à titre de fusion.

### 7.1. Impôt sur les sociétés (régime de l'article 210 A du Code Général des Impôts)

Ainsi qu'il résulte des clauses ci-avant, la présente fusion prend effet le 1er janvier 2013. En conséquence, les résultats, bénéficiaires ou déficitaires, produits depuis cette date par l'exploitation de la Société Absorbée seront englobés dans le résultat imposable de la Société Absorbante.

Les soussignés ès qualités, au nom de la société qu'ils représentent, déclarent soumettre la présente fusion au régime de faveur prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts.

**A cet effet, la Société Absorbante prend l'engagement :**

- de reprendre dans ses comptes annuels les écritures comptables de la Société Absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés, dès lors que la présente fusion relie les valeurs comptables au 31 décembre 2012 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la Société Absorbée. Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la Société Absorbée ;
- de prendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Absorbée ;
- d'inscrire à son bilan, les éléments apportés autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ; à défaut, de comprendre dans ses résultats de l'exercice de la fusion, le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal dans les écritures de la Société Absorbée.
- de calculer les plus-values qui pourraient être réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées et d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'absorbée.
- de se substituer, le cas échéant, à la Société Absorbée pour la réintégration des plus-values dont l'imposition aurait été différée dans cette dernière,

### 7.2. Taxe sur la valeur ajoutée

Les représentants de la Société Absorbée et de la Société Absorbante constatent que la présente fusion emporte apport en société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du CGI issu de l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2005, les biens apportés ne seront pas soumis à la T.V.A. En conséquence, les apports d'immeubles, de biens meubles incorporels, de biens mobiliers d'investissements et de marchandises sont dispensés de T.V.A. Conformément aux dispositions légales susvisées, la Société Absorbante continuera la personne de la Société Absorbée notamment en raison des régularisations de la taxe déduite par celle-ci.

### 7.3. Enregistrement

Le présent acte sera enregistré au droit fixe prévu à l'article 816 du CGI.

### 7.4. Obligations déclaratives

Les soussignés, ès-qualités, au nom des sociétés qu'ils représentent, s'engagent expressément :

- à joindre aux déclarations des Sociétés Absorbée et Absorbante, l'état de suivi des valeurs fiscales prévu à l'article 54 septies du Code Général des Impôts,
- en ce qui concerne la Société Absorbante, à tenir le registre spécial de plus-values prévu par l'article 54 septies susvisé.

---

## HUITIEME PARTIE - DISPOSITIONS DIVERSES

---

### 8.1. Formalités

- La Société Absorbante remplira toutes formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion.
- La Société Absorbante fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.
- La Société Absorbante devra, en ce qui concerne les mutations de valeurs mobilières et droits sociaux qui lui sont apportés, se conformer aux dispositions statutaires des sociétés considérées relatives aux mutations des dites valeurs et droits sociaux.
- La Société Absorbante remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable au tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

### 8.2. Désistement

Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante aux termes du présent acte.

### 8.3. Remise de titres

Il sera remis à la société CASINO, lors de la réalisation définitive de la fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société CHAMER ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés par la Société Absorbée à la Société Absorbante.

### 8.4. Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Société Absorbante, ainsi que son représentant l'y oblige.

#### 8.4. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualité, élisent domicile aux sièges respectifs des dites sociétés.

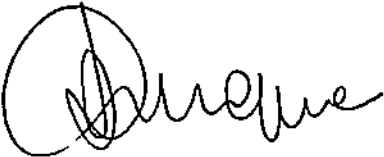

#### 8.5. Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à Madame Catherine PERRET et à Monsieur Daniel MARQUE, ès-qualités, avec faculté pour eux de substituer, à l'effet d'établir tous actes complémentaires, réitératifs ou rectificatifs du présent projet de contrat de fusion, de réparer toutes omissions et, généralement, de faire le nécessaire.

Par ailleurs, les soussignés agissant d'un intérêt commun, donnent tous pouvoirs à Maître Jacques MICHAUDET, notaire associé à Saint-Etienne (Loire), à l'effet d'établir tous actes complétifs ou rectificatifs d'erreurs ou d'omissions relatives notamment aux biens immobiliers.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour remplir toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, publications et autres.

Fait en 7 originaux à Saint-Etienne, le 5 mars 2013

| <b>La Société Absorbante</b><br><b>Représentée par Monsieur Daniel MARQUE</b>       | <b>La Société Absorbée</b><br><b>Représentée par Madame Catherine PERRET</b>          |
|---|---|
|  |  |